

CA20N
YX 71
-C55



OFFICE CONSOLIDATION

CODIFICATION ADMINISTRATIVE

Farm Income Stabilization Act

Revised Statutes of Ontario, 1990
Chapter F.5

Loi sur la stabilisation des revenus agricoles

Lois refondues de l'Ontario de 1990
Chapitre F.5

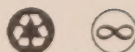


January 1994

janvier 1994

©Printed by the Queen's Printer for Ontario

©Imprimé par l'Imprimeur de la Reine pour l'Ontario



ISBN 0-7778-2161-3

NOTICE

This office consolidation is prepared for purposes of convenience only. The authoritative text is set out in the official volumes.

AVIS

La présente codification administrative ne vise qu'à faciliter la consultation. Le texte authentique se trouve dans les volumes officiels.

Copies of this and other Ontario Government publications are available from Publications Ontario at 880 Bay St., Toronto. Out-of-town customers may write to Publications Ontario, 50 Grosvenor St., Toronto M7A 1N8. Telephone (416) 326-5300 or toll-free in Ontario 1-800-668-9938. Fax (416) 326-5317. The hearing impaired may call: (416) 325-3408 or toll-free in Ontario 1-800-268-7095. MasterCard and Visa are accepted. Cheques and money orders should be made payable to the Minister of Finance. Prepayment is required.

On peut se procurer des exemplaires du présent document ainsi que d'autres publications du gouvernement de l'Ontario à Publications Ontario, 880, rue Bay, Toronto. Les personnes de l'extérieur peuvent écrire à Publications Ontario, 50, rue Grosvenor, Toronto (Ontario) M7A 1N8 (téléphone : (416) 326-5300 ou, en Ontario, 1-800-668-9938 sans frais d'interurbain). Télécopieur : (416) 326-5317. Les malentendants peuvent composer le (416) 325-3408 ou, sans frais en Ontario, le 1-800-268-7095. Les cartes de crédit MasterCard et Visa sont acceptées. Faire le chèque ou le mandat à l'ordre du ministre des Finances. Paiement exigé d'avance.

CHAPTER F.5

Farm Income Stabilization Act

Definitions

1. In this Act,

“Commission” means the Farm Income Stabilization Commission of Ontario; (“Commission”)

“farm product” means animals, meats, eggs, poultry, wool, milk, cream, grains, seeds, fruit, vegetables, maple products, honey and tobacco, or any class or part thereof, produced in Ontario; (“produit agricole”)

“farm product receipts” means the amount ascertained and prescribed by the Commission for the purposes of a plan as representing, for each unit of farm product, the sum of,

- (a) the market price,
- (b) the amount prescribed under clause 6 (1) (c) as a stabilization factor, and
- (c) any other money received or receivable by producers respecting the farm product to which the plan applies; (“recettes d’un produit agricole”)

“Fund” means the Ontario Farm Income Stabilization Fund; (“Caisse”)

“inspector” means an inspector appointed for the purposes of this Act and includes the chief inspector; (“inspecteur”)

“Minister” means the Minister of Agriculture and Food; (“ministre”)

“plan” means a voluntary plan for farm income stabilization established under subsection 6 (1); (“régime”)

“regulations” means the regulations made under this Act. (“règlements”) R.S.O. 1980, c. 153, s. 1.

Farm
Income
Stabilization
Commission
of Ontario
continued

2.—(1) The Farm Income Stabilization Commission of Ontario is continued as a corporation without share capital responsible to the Minister under the name Farm Income Stabilization Commission of Ontario in English and Commission de stabilisation des revenus agricoles de l’Ontario in French. R.S.O. 1980, c. 153, s. 2 (1), *revised*.

CHAPITRE F.5

Loi sur la stabilisation des revenus agricoles

Définitions

1 Les définitions qui suivent s’appliquent à la présente loi.

«Caisse» La Caisse de stabilisation des revenus agricoles de l’Ontario. («Fund»)

«Commission» La Commission de stabilisation des revenus agricoles de l’Ontario. («Commission»)

«inspecteur» Inspecteur nommé pour l’application de la présente loi. S’entend en outre de l’inspecteur en chef. («inspector»)

«ministre» Le ministre de l’Agriculture et de l’Alimentation. («Minister»)

«produit agricole» Les animaux, la viande, les oeufs, la volaille, la laine, le lait, la crème, les grains, les graines, les fruits, les légumes, les produits de l’érable, le miel et le tabac ou toute catégorie ou partie de ceux-ci, produits en Ontario. («farm product»)

«recettes d’un produit agricole» Le montant fixé et prescrit par la Commission aux fins d’un régime et qui représente pour chaque unité d’un produit agricole la somme de ce qui suit :

- a) le prix du marché,
- b) le montant prescrit aux termes de l’alinéa 6 (1) c) comme facteur de stabilisation,
- c) toute autre somme d’argent reçue ou recevable par les producteurs pour le produit agricole auquel le régime s’applique. («farm product receipts»)

«régime» Régime volontaire de stabilisation des revenus agricoles créé en vertu du paragraphe 6 (1). («plan»)

«règlements» Les règlements pris en application de la présente loi. («regulations») L.R.O. 1980, chap. 153, art. 1.

2 (1) La commission appelée Farm Income Stabilization Commission of Ontario est maintenue, comme personne morale sans capital-actions qui est responsable devant le ministre, sous le nom de Commission de stabilisation des revenus agricoles de l’Ontario en français et sous le nom de Farm Income Stabilization Commission of Ontario en

Maintien de la Commission de stabilisation des revenus agricoles de l’Ontario

Composition
of Commis-
sion

(2) The Commission shall be composed of not fewer than five members who shall be appointed by the Lieutenant Governor in Council.

Nomination
for appoint-
ment

(3) Three members may be appointed, one to represent each of the Christian Farmers Federation, the National Farmers Union and the Ontario Federation of Agriculture, on the following basis:

1. Each such organization may, in every year, before the 31st day of March, nominate to the Lieutenant Governor in Council a person for membership on the Commission.
2. The Lieutenant Governor in Council shall appoint such nominees as members of the Commission before the 30th day of April in that year to hold office until the 29th day of April in the year next following.

Chair and
vice-chair

(4) The Lieutenant Governor in Council may designate one of the members of the Commission as chair and one as vice-chair.

Quorum

(5) Three members of the Commission, of whom one shall be the chair or vice-chair, constitute a quorum.

Remunera-
tion

(6) Members of the Commission who are not officers in the public service of Ontario shall receive such remuneration and expenses as the Lieutenant Governor in Council from time to time determines.

*Corporations
Act* does not
apply

(7) The *Corporations Act* does not apply to the Commission.

Commission
a Crown
agency

(8) The Commission is a Crown agency within the meaning of the *Crown Agency Act*.

Powers, etc.,
of Commis-
sion not
affected

(9) The failure or refusal to nominate a person by any of the organizations referred to in subsection (3), or the consequent lack of appointment of a person to represent such organization, or the failure or refusal of any member appointed in accordance with subsection (3) to act, does not affect the status of the Commission, the carrying out of its powers and duties under this Act or the validity of any order, direction or regulation made by it. R.S.O. 1980, c. 153, s. 2 (2-9).

General
manager and
employees

3.—(1) A general manager of the Commission and such other employees as are considered necessary from time to time for the proper conduct of the business of the Commission may be appointed under the *Public Service Act*. R.S.O. 1980, c. 153, s. 3 (1).

anglais. L.R.O. 1980, chap. 153, par. 2 (1), révisé.

(2) La Commission est composée d'au moins cinq membres. Ceux-ci doivent être nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil.

(3) Trois membres peuvent être nommés pour représenter chacun un des organismes suivants : la Fédération des agriculteurs chrétiens, le Syndicat national des cultivateurs et la Fédération de l'agriculture de l'Ontario. Le mode de nomination est comme suit :

1. Chacun de ces organismes peut, chaque année, avant le 31 mars, recommander au lieutenant-gouverneur en conseil, une personne pour être membre de la Commission.
2. Le lieutenant-gouverneur en conseil nomme les personnes ainsi recommandées membres de la Commission avant le 30 avril de l'année en cours pour qu'elles exercent leurs fonctions jusqu'au 29 avril de l'année suivante.

(4) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut désigner un des membres de la Commission comme président et un autre comme vice-président.

(5) Trois membres de la Commission, dont l'un doit être le président ou le vice-président, constituent le quorum.

(6) Les membres de la Commission qui ne font pas partie de la fonction publique de l'Ontario reçoivent la rémunération et les indemnités que fixe le lieutenant-gouverneur en conseil.

(7) La *Loi sur les personnes morales* ne s'applique pas à la Commission.

(8) La Commission est un organisme de la Couronne au sens de la *Loi sur les organismes de la Couronne*.

(9) Le défaut ou le refus d'un organisme mentionné au paragraphe (3) de recommander une personne, l'absence de nomination qui en découle ou le défaut ou le refus d'agir d'un membre nommé conformément au paragraphe (3), ne portent pas atteinte au statut de la Commission, à l'exercice de ses pouvoirs et de ses fonctions aux termes de la présente loi, ni à la validité de ses ordonnances, de ses directives ou de ses règlements. L.R.O. 1980, chap. 153, par. 2 (2) à (9).

3 (1) Le directeur général de la Commission et le personnel jugé nécessaire au bon fonctionnement de la Commission peuvent être nommés aux termes de la *Loi sur la fonction publique*. L.R.O. 1980, chap. 153, par. 3 (1).

Composition
de la Com-
mission

Recommenda-
tions de per-
sonnes pour
être membres

Président et
vice-président

Quorum

Rémunération

La *Loi sur
les personnes
morales* ne
s'applique pas

La Commis-
sion constitue
un organisme
de la Cou-
ronne

Pouvoirs, etc.
de la Com-
mission non
atteints

Directeur
général et
employés

Public
Service
Pension Act
to apply

(2) The Commission shall be deemed to have been designated by the Lieutenant Governor in Council under the *Public Service Pension Act* as a commission whose permanent staff are required to be members of the Public Service Pension Plan. R.S.O. 1980, c. 153, s. 3 (2), *revised*.

General
manager to
be chief
administra-
tive officer

(3) The general manager of the Commission shall be the chief administrative officer of the Commission.

Professional
and technical
assistance

(4) The Commission may, subject to the approval of the Minister, engage persons other than those appointed under subsection (1) to provide professional, technical or other assistance to or on behalf of the Commission. R.S.O. 1980, c. 153, s. 3 (3, 4).

Appointment
of chief
inspector
and inspec-
tors

4.—(1) The Minister may appoint a chief inspector and such other inspectors as he or she considers necessary.

Certificate of
appointment

(2) The production by an inspector of a certificate of his or her appointment purporting to be signed by the Minister is admissible in evidence as proof, in the absence of evidence to the contrary, of the appointment without further proof of the signature or authority of the Minister.

Powers of
inspector

(3) Subject to subsections (4), (5), (6) and (7), an inspector may, for the purpose of carrying out his or her duties under this Act,

- (a) enter any premises, other than a dwelling, owned or occupied by a person enrolled in a plan; and
- (b) demand the production or furnishing by the person enrolled in the plan of any books, records or documents or extracts therefrom relating to the farm product to which the plan applies.

When
powers may
be exercised

(4) An inspector shall exercise his or her powers under subsection (3) only during normal business hours, but nothing in this section affects the issuance and execution of a warrant under section 158 of the *Provincial Offences Act*.

Production
and photoco-
pying of
records, etc.

(5) Where an inspector demands the production or furnishing of books, records or documents, or extracts therefrom, the person having custody thereof shall produce or furnish them to the inspector and the inspector may detain them for the purpose of photocopying them, provided such photocopying is carried out with reasonable dispatch, and the inspector shall forthwith thereafter return them to the person who produced or furnished them.

(2) La Commission est réputée avoir été désignée par le lieutenant-gouverneur en conseil aux termes de la *Loi sur le Régime de retraite des fonctionnaires* comme une commission dont le personnel permanent doit être membre du Régime de retraite des fonctionnaires. L.R.O. 1980, chap. 153, par. 3 (2), *révisé*.

(3) Le directeur général de la Commission en est le chef administratif.

(4) Sous réserve de l'approbation du ministre, la Commission peut engager des personnes autres que celles nommées aux termes du paragraphe (1) pour fournir à la Commission ou en son nom une aide spécialisée ou autre. L.R.O. 1980, chap. 153, par. 3 (3) et (4).

4 (1) Le ministre peut nommer un inspecteur en chef et les autres inspecteurs qu'il juge nécessaires.

(2) La production par un inspecteur de l'attestation de sa nomination, qui se présente comme étant signée par le ministre, est admissible comme preuve, en l'absence de preuve contraire, de sa nomination, sans qu'il soit nécessaire de prouver l'authenticité de la signature qui y est apposée ou l'autorité du ministre.

(3) Sous réserve des paragraphes (4), (5), (6) et (7), un inspecteur peut, aux fins d'exercer ses fonctions aux termes de la présente loi :

- a) pénétrer dans tout lieu qu'occupe ou possède une personne inscrite à un régime, sauf une habitation;
- b) exiger que la personne inscrite au régime produise tout livre, dossier, document ou extraits de ceux-ci qui se rapportent au produit agricole auquel le régime s'applique.

(4) Un inspecteur ne doit exercer ses pouvoirs aux termes du paragraphe (3) que pendant les heures régulières de bureau. Toutefois, rien dans le présent article ne porte atteinte à la délivrance et à l'exécution d'un mandat décerné aux termes de l'article 158 de la *Loi sur les infractions provinciales*.

(5) Lorsqu'un inspecteur exige la production de livres, de dossiers, de documents ou d'extraits de ceux-ci, la personne qui en a la garde les produit à l'inspecteur. L'inspecteur peut les détenir aux fins de les photocopier pourvu que cela se fasse avec diligence raisonnable et il les rend ensuite sans délai à la personne qui les a produits.

La Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires s'applique

Le directeur général est le chef administratif

Aide spécialisée

Nomination d'un inspecteur en chef et d'inspecteurs

Attestation de nomination

Pouvoirs de l'inspecteur

Exercice des pouvoirs

Production et photocopie de dossiers

Certification
of photocopy

(6) Where a book, record, document or extract has been photocopied under subsection (5), a photocopy purporting to be certified by an inspector to be a copy made pursuant to subsection (5) is admissible in evidence and has the same probative force as the original document would have had if it had been proven in the ordinary way.

(6) Lorsqu'un livre, un dossier, un document ou un extrait a été photocopie aux termes du paragraphe (5), une photocopie paraissant avoir été certifiée par un inspecteur comme étant une copie faite conformément au paragraphe (5) est admissible en preuve et a la même force probante que le document original aurait eu s'il avait été prouvé selon le mode ordinaire de preuve.

Certification
d'une photo-
copie

Demand to
be in writing

(7) Where an inspector makes a demand under clause (3) (b), the demand shall be in writing and shall include a statement of the nature of the books, records, documents or extracts required.

(7) Lorsqu'un inspecteur présente une demande aux termes de l'alinéa (3) b), celle-ci est faite par écrit et elle contient des données sur la nature des livres, dossiers, documents ou extraits exigés.

Demande
écrite

Obstruction
of inspector

(8) No person shall hinder or obstruct an inspector in the course of his or her duties or furnish the inspector with false information or refuse to furnish him or her with information. R.S.O. 1980, c. 153, s. 4 (1-8).

(8) Nul ne doit gêner ou entraver les activités d'un inspecteur dans l'exercice de ses fonctions, ni lui fournir de faux renseignements ni refuser de lui fournir des renseignements. L.R.O. 1980, chap. 153, par. 4 (1) à (8).

Entrave

Offence

(9) Every person who contravenes this section is guilty of an offence and on conviction is liable to a fine of not more than \$2,000. R.S.O. 1980, c. 153, s. 4 (9); 1989, c. 72, s. 6, *part*.

(9) Quiconque enfreint le présent article est coupable d'une infraction et passible, sur déclaration de culpabilité, d'une amende d'au plus 2 000 \$. L.R.O. 1980, chap. 153, par. 4 (9); 1989, chap. 72, art. 6, *en partie*.

Infraction

Functions
and powers
of Commis-
sion

5. It is the function of the Commission and it has power,

- (a) to administer plans of farm income stabilization established by the regulations;
- (b) to provide for surveys and research relating to farm income stabilization and to obtain statistics for its purposes;
- (c) to administer this Act and the regulations; and
- (d) to exercise such powers and perform such duties as are conferred or imposed on it by or under this or any other Act. R.S.O. 1980, c. 153, s. 5

5 La Commission a les fonctions et les pouvoirs suivants :

- a) appliquer les régimes de stabilisation des revenus agricoles créés par les règlements;
- b) prévoir des enquêtes et des recherches qui ont trait à la stabilisation des revenus agricoles et obtenir des statistiques à cette fin;
- c) veiller à l'application de la présente loi et des règlements;
- d) exercer les pouvoirs et les fonctions qui lui sont conférés ou imposés par la présente loi ou toute autre loi, ou aux termes de celles-ci. L.R.O. 1980, chap. 153, art. 5.

Fonctions et
pouvoirs de
la Commis-
sion

Regulations
by Commis-
sion

6.—(1) Subject to the approval of the Lieutenant Governor in Council, the Commission may make regulations establishing, amending and revoking voluntary plans for farm income stabilization respecting farm products and governing the terms and conditions of stabilization under any plan and, without restricting the generality of the foregoing, may make regulations,

- (a) designating a farm product to which a plan applies;
- (b) ascertaining and prescribing from time to time the farm product receipts effective for a farm product to which a plan applies;
- (c) prescribing from time to time the stabilization factor to be included in the

6 (1) Sous réserve de l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, la Commission peut, par règlement, créer, modifier et annuler des régimes volontaires de stabilisation des revenus agricoles qui ont trait aux produits agricoles, régir les conditions de stabilisation aux termes de tout régime et, notamment, peut, par règlement :

- a) désigner un produit agricole auquel un régime s'applique;
- b) établir et fixer les recettes d'un produit agricole imputables à un produit agricole auquel un régime s'applique;
- c) prescrire le facteur de stabilisation qui doit être inclus dans les recettes d'un

Règlements
pris par la
Commission

farm product receipts effective for a farm product which shall be,

- (i) in the case of a farm product named in subsection 2 (1) of the *Agricultural Stabilization Act* (Canada), the money paid or payable per unit of farm product under that Act,
 - (ii) in the case of a farm product designated as an agricultural commodity under the *Agricultural Stabilization Act* (Canada), where the percentage prescribed under paragraph 10 (1) (b) of that Act is less than ninety, the money that would have been paid or payable per unit of farm product under that Act if the percentage prescribed had been ninety,
 - (iii) in the case of a farm product designated as an agricultural commodity under the *Agricultural Stabilization Act* (Canada), where the percentage prescribed under paragraph 10 (1) (b) of that Act is ninety or greater, the money paid or payable per unit of farm product under that Act, or
 - (iv) in the case of a farm product other than those referred to in subclauses (i), (ii) and (iii), an amount that, in the opinion of the Commission, represents the amount of money that would have been payable per unit of farm product if the farm product had been designated as an agricultural commodity under the *Agricultural Stabilization Act* (Canada) and the percentage prescribed under paragraph 10 (1) (b) of that Act were ninety;
- (d) ascertaining and prescribing from time to time a base price respecting the farm product to which a plan applies representing the average price thereof at representative markets as determined by the Commission for the five years immediately preceding the year prescribed in the plan;
- (e) establishing from time to time a stabilization price or prices respecting a farm product to which a plan applies obtained by adjusting 95 per cent of the base price thereof by an index calculated in such manner as the Com-

produit agricole imputables à un produit agricole et qui doit correspondre :

- (i) dans le cas d'un produit agricole dénommé au paragraphe 2 (1) de la *Loi sur la stabilisation des prix agricoles* (Canada), aux sommes payées ou payables pour une unité du produit agricole aux termes de cette loi,
 - (ii) dans le cas d'un produit agricole désigné comme produit agricole aux termes de la *Loi sur la stabilisation des prix agricoles* (Canada), lorsque le pourcentage fixé aux termes de l'alinéa 10 (1) b) de cette loi est inférieur à quatre-vingt-dix, aux sommes qui seraient payées ou payables aux termes de cette loi pour une unité du produit agricole si le pourcentage fixé avait été quatre-vingt-dix,
 - (iii) dans le cas d'un produit agricole désigné comme produit agricole aux termes de la *Loi sur la stabilisation des prix agricoles* (Canada), lorsque le pourcentage fixé aux termes de l'alinéa 10 (1) b) de cette loi est quatre-vingt-dix ou plus, aux sommes payées ou payables aux termes de cette loi pour une unité du produit agricole,
 - (iv) dans le cas d'un produit agricole différent de ceux mentionnés aux sous-alinéas (i), (ii) et (iii), à un montant qui, de l'avis de la Commission, représente le montant d'argent qui aurait été payable pour une unité du produit agricole si celui-ci avait été désigné comme produit agricole aux termes de la *Loi sur la stabilisation des prix agricoles* (Canada) et si le pourcentage fixé aux termes de l'alinéa 10 (1) b) de cette loi était quatre-vingt-dix;
- d) établir et prescrire un prix de base pour le produit agricole auquel un régime s'applique et qui représente le prix moyen de celui-ci sur des marchés représentatifs que la Commission détermine pour les cinq années immédiatement antérieures à l'année prescrite dans le régime;
- e) fixer un ou des prix de stabilisation pour un produit agricole auquel un régime s'applique et qui sont obtenus en indexant 95 pour cent du prix de base de celui-ci de la façon que la Commission peut prescrire dans les

mission may prescribe in the regulations to reflect the estimated cash-cost of production of the farm product in the year for which the stabilization price or prices are established as compared with the average cash-cost of production for the five years immediately preceding that year;

- (f) fixing from time to time the fees to be paid by any person enrolled in a plan, and prescribing the times and method of payment;
- (g) prescribing the maximum level of production or marketing for which a person enrolled in a plan is eligible to receive payments under the plan;
- (h) prescribing the minimum level of production or marketing by a person to be eligible to enrol or continue to be enrolled in a plan;
- (i) prescribing, in respect of a farm product to which a plan applies, the proportion of gross income derived from farming that a person is required to have to be eligible to enrol or continue to be enrolled in the plan;
- (j) prescribing terms and conditions to be complied with by applicants for enrolment in a plan;
- (k) prescribing the length of the term of enrolment and conditions of enrolment to be complied with by persons enrolled in a plan;
- (l) requiring applicants for enrolment in a plan or any person enrolled in a plan to furnish such information, statements or reports as the Commission from time to time requires;
- (m) prescribing the time or times at which applications for enrolment in a plan may be made;
- (n) prescribing the terms and conditions under which a person enrolled in a plan may withdraw from participation in the plan;
- (o) providing for the adjustment of fees payable by any person enrolled in a plan or the adjustment of payments thereto, where the amount of farm product for which fees were paid varies from the amount otherwise eligible for payment or where the person receives money respecting the farm product that are not taken into account in calculating the farm product

règlements en vue de rendre compte des déboursés monétaires estimatifs de production du produit agricole au cours de l'année pour laquelle le ou les prix de stabilisation sont fixés par rapport aux déboursés monétaires moyens de production pour les cinq années immédiatement antérieures à cette année-là;

- f) fixer les cotisations devant être versées par une personne inscrite à un régime et prescrire les périodes et le mode de versement;
- g) prescrire le niveau maximal de production ou de mise en marché pour lequel une personne inscrite à un régime est admissible à recevoir des paiements aux termes du régime;
- h) prescrire le niveau minimal de production ou de mise en marché qu'une personne doit atteindre pour pouvoir être inscrite à un régime ou pour continuer d'y être inscrite;
- i) prescrire pour un produit agricole auquel un régime s'applique, la proportion du revenu brut provenant de l'agriculture qu'une personne doit gagner pour pouvoir être inscrite à un régime ou pour continuer d'y être inscrite;
- j) prescrire les conditions auxquelles les auteurs d'une demande doivent se conformer pour s'inscrire à un régime;
- k) prescrire la durée de la période d'inscription et les conditions auxquelles les personnes inscrites à un régime doivent se conformer;
- l) exiger que les auteurs d'une demande d'inscription à un régime ou les personnes inscrites à un régime fournissent les renseignements, les déclarations ou les rapports que la Commission exige;
- m) prescrire la ou les dates auxquelles il est possible de présenter une demande d'inscription à un régime;
- n) prescrire les conditions en vertu desquelles une personne inscrite à un régime peut s'en retirer;
- o) prévoir la révision des cotisations payables par une personne inscrite à un régime ou la révision des paiements faits à celui-ci lorsque la quantité des produits agricoles pour lesquels des cotisations ont été payées diffère de celle qui donnerait lieu autrement au paiement ou lorsque la personne reçoit, pour le produit agricole, des sommes d'argent qui n'entrent pas

	receipts prescribed for the farm product;	dans le calcul des recettes d'un produit agricole fixées pour le produit agricole;	
	(p) prescribing the time or times at which payments shall be made under subsection (4);	p) prescrire la ou les dates auxquelles des paiements sont faits aux termes du paragraphe (4);	
	(q) prescribing forms and providing for their use and requiring any information given in a form to be verified by statutory declaration.	q) prescrire des formules, prévoir les modalités de leur emploi et exiger que tout renseignement qui y figure soit appuyé d'une déclaration solennelle.	
Eligibility for enrolment	(2) No person who is not ordinarily a resident of Ontario is eligible to enrol in a plan.	(2) Nul n'est admissible à l'inscription à un régime à moins de résider ordinairement en Ontario.	Admissibilité à l'inscription
Level at which fees to be fixed	(3) The Commission shall fix fees to be paid by a person enrolled in a plan at a level that, in its opinion, will return one-third of the amount necessary to maintain the Fund in respect of the farm product for which fees are fixed over the length of the term of enrolment prescribed in the plan.	(3) La Commission fixe les cotisations qu'une personne inscrite à un régime verse à un taux qui, à son avis, rapportera un tiers du montant nécessaire pour alimenter la Caisse en ce qui concerne le produit agricole pour lequel des cotisations sont fixées pendant toute la période d'inscription prescrite dans le régime.	Taux de détermination des droits
Payment to persons enrolled in plan	(4) Where, under a plan, the stabilization price exceeds the farm product receipts, the Commission, subject to the regulations, shall, at the time or times prescribed in the regulations, pay to those persons enrolled in the plan the difference between the stabilization price and the farm product receipts respecting any farm product under the plan marketed by such persons.	(4) Lorsque, aux termes d'un régime, le prix de stabilisation est supérieur aux recettes d'un produit agricole, la Commission, sous réserve des règlements et aux périodes qui y sont fixées, paie aux personnes inscrites au régime la différence entre le prix de stabilisation et les recettes d'un produit agricole qui se rapportent à un produit agricole aux termes du régime, mis en marché par ces personnes.	Paiements faits aux personnes inscrites à un régime
Stabilization price deemed to be equal to cost of production figure	(5) Where, under a plan, in any year, the stabilization price exceeds a cost of production figure that is ascertained and prescribed by the Commission, and which may be prescribed in the regulations, the stabilization price, for the purposes of subsection (4), shall be deemed to be equal to that cost of production figure. R.S.O. 1980, c. 153, s. 6.	(5) Lorsque, aux termes d'un régime et au cours d'une année quelconque, le prix de stabilisation est supérieur à un chiffre représentant les coûts de production fixé et prescrit par la Commission et qui peut être prescrit dans les règlements, le prix de stabilisation, aux fins du paragraphe (4), est réputé égal à ce chiffre. L.R.O. 1980, chap. 153, art. 6.	Prix de stabilisation réputé égal au chiffre des coûts de production
Negotiation	7.—(1) The Commission shall, respecting any proposed plan or proposed amendments to a plan, negotiate with, <ul style="list-style-type: none"> (a) any local board under the <i>Farm Products Marketing Act</i> or marketing board under the <i>Milk Act</i> affected thereby; (b) the Christian Farmers Federation; (c) the National Farmers Union; (d) the Ontario Federation of Agriculture; and (e) such other organizations or groups of producers as the Commission considers proper. (2) The failure or refusal to negotiate or continue negotiation by any of the organiza-	7 (1) En ce qui concerne tout régime proposé ou toutes modifications proposées à un régime, la Commission engage des négociations avec : <ul style="list-style-type: none"> a) toute commission locale aux termes de la <i>Loi sur la commercialisation des produits agricoles</i> ou toute commission de commercialisation aux termes de la <i>Loi sur le lait</i> que ceux-ci concernent; b) la Fédération des agriculteurs chrétiens; c) le Syndicat national des cultivateurs; d) la Fédération de l'agriculture de l'Ontario; e) tout autre organisme ou groupe de producteurs que la Commission juge approprié. (2) Le défaut ou le refus d'un des organismes mentionnés aux alinéas (1) a), b), c), d)	Négociations
Powers under s. 6 not affected by failure to negotiate			Pouvoirs aux termes de l'art. 6 non touchés par le défaut de négociation

tions referred to in clauses (1) (a), (b), (c), (d) and (e) does not affect the exercise by the Commission or the Lieutenant Governor in Council of the powers contained in section 6. R.S.O. 1980, c. 153, s. 7.

et e) d'engager ou de poursuivre des négociations ne porte pas atteinte à l'exercice des pouvoirs que la Commission ou le lieutenant-gouverneur en conseil détiennent aux termes de l'article 6. L.R.O. 1980, chap. 153, art. 7.

Refusal of
payment
after hearing

8.—(1) The Commission may, after a hearing, cancel the enrolment of any person enrolled in a plan where the Commission finds that the person or any other person under the control of or employed by or associated with the person in producing the farm product for which the person is enrolled, has,

8 (1) Après avoir tenu une audience, la Commission peut annuler l'inscription d'une personne inscrite à un régime lorsqu'elle conclut que cette personne ou toute autre personne sous son contrôle, à son emploi ou associée à elle pour la production du produit agricole pour lequel elle est inscrite :

Refus de
faire un paie-
ment après
une audience

- (a) contravened subsection 4 (8);
- (b) knowingly supplied the Commission with information respecting such farm product that is false or calculated to mislead and that may affect payments to the person under the plan; or

- a) a enfreint le paragraphe 4 (8);
- b) a sciemment donné à la Commission, en ce qui concerne ce produit agricole, des renseignements faux ou destinés à induire en erreur et qui peuvent influencer sur les paiements qui lui sont faits aux termes du régime;

- (c) ceased to be qualified to be enrolled in the plan,

- c) a cessé de posséder les qualités requises pour être inscrite au régime.

and may make such order as to repayment of the whole or any part of fees paid or the payment of any benefits that might otherwise accrue under this Act as the Commission considers just and proper.

La Commission peut aussi, lorsqu'elle le juge juste et approprié, rendre une ordonnance relative au remboursement intégral ou partiel des cotisations payées ou au paiement de prestations qui pourraient autrement s'accumuler aux termes de la présente loi.

Statutory
Powers
Procedure
Act applies

(2) The *Statutory Powers Procedure Act* applies to a hearing held under subsection (1).

(2) La *Loi sur l'exercice des compétences légales* s'applique à une audience tenue aux termes du paragraphe (1).

La *Loi sur l'exercice des compétences légales* s'applique

Person
deemed to
have with-
drawn from
enrolment

(3) Where a person who has been enrolled in a plan fails to pay fees in the amount and manner prescribed in the regulations, the person shall be deemed to have withdrawn from enrolment.

(3) Lorsqu'une personne inscrite à un régime omet de verser les cotisations d'après le montant fixé et de la façon prescrite dans les règlements, elle est réputée s'être retirée du régime.

Personne
réputée reti-
rée de l'ins-
cription

Enrolment
or refusal of
enrolment

(4) Where a person who was enrolled in a plan has withdrawn or is deemed to have withdrawn from enrolment in the plan or whose enrolment has been cancelled, the Commission, subject to the regulations, may at any time enrol or refuse to enrol that person in that or any other plan. R.S.O. 1980, c. 153, s. 8.

(4) Lorsqu'une personne inscrite à un régime s'en est retirée ou est réputée s'en être retirée ou que son inscription a été annulée, la Commission peut, sous réserve des règlements, l'inscrire ou refuser de l'inscrire à ce régime ou à tout autre régime. L.R.O. 1980, chap. 153, art. 8.

Inscription ou
refus d'ins-
cription

Fees to be
paid to
Commission

9.—(1) All fees fixed in respect of a plan shall be paid to the Commission.

9 (1) Toutes les cotisations fixées en ce qui a trait à un régime sont versées à la Commission.

Cotisations à
verser à la
Commission

Payment to
Commission

(2) The Lieutenant Governor in Council may authorize the Treasurer of Ontario to pay to the Commission such amounts out of the money appropriated therefor by the Legislature as the Lieutenant Governor in Council may determine. R.S.O. 1980, c. 153, s. 9.

(2) Le lieutenant-gouverneur en conseil peut autoriser le trésorier de l'Ontario à verser à la Commission les montants prélevés sur les sommes affectées à cette fin par la Législature que le lieutenant-gouverneur en conseil peut fixer. L.R.O. 1980, chap. 153, art. 9.

Versement à
la Commis-
sion

Ontario
Farm
Income
Stabilization
Fund

10.—(1) The Commission shall maintain in a bank listed in Schedule I to the *Bank Act* (Canada) or the Province of Ontario Savings Office a fund to be known in English

10 (1) La Commission conserve dans une banque mentionnée à l'annexe I de la *Loi sur les banques* (Canada) ou à la Caisse d'épargne de l'Ontario une caisse nommée Caisse

Caisse de
stabilisation
des revenus
agricoles de
l'Ontario

as the Ontario Farm Income Stabilization Fund and in French as Caisse de stabilisation des revenus agricoles de l'Ontario, to which shall be credited the money received by the Commission under sections 9 and 11. R.S.O. 1980, c. 153, s. 10 (1), *revised*.

de stabilisation des revenus agricoles de l'Ontario en français et Ontario Farm Income Stabilization Fund en anglais au crédit de laquelle sont portées les sommes reçues par la Commission aux termes des articles 9 et 11. L.R.O. 1980, chap. 153, par. 10 (1), *révisé*.

Books of account

(2) The Commission shall maintain separate books of account respecting each farm product to which a plan applies.

(2) La Commission conserve des livres de comptes distincts pour chaque produit agricole auquel un régime s'applique.

Livres de comptes

Payments out of Fund

(3) The Commission shall pay out of the Fund all money required for,

(3) La Commission prélève sur la Caisse toutes les sommes exigées pour effectuer :

Paielements prélevés à même la Caisse

(a) the payment of money under any plan; and

a) le paiement de sommes d'argent aux termes d'un régime quelconque;

(b) the repayment of loans made under section 11. R.S.O. 1980, c. 153, s. 10 (2, 3).

b) le remboursement de prêts consentis aux termes de l'article 11. L.R.O. 1980, chap. 153, par. 10 (2) et (3).

Loans to Commission

11. The Treasurer of Ontario, with the approval of the Lieutenant Governor in Council and upon such terms and conditions as the Lieutenant Governor in Council may prescribe, may make loans to the Commission and may acquire and hold as evidence thereof bonds, debentures or notes or other evidences of indebtedness of the Commission. R.S.O. 1980, c. 153, s. 11.

11 Le trésorier de l'Ontario peut, avec l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil et aux conditions que ce dernier peut imposer, consentir des prêts à la Commission et acquérir et garder comme preuve de ces prêts des obligations, débentures, billets ou autres titres de créance de la Commission. L.R.O. 1980, chap. 153, art. 11.

Prêts consentis à la Commission

Surplus

12. The Commission shall, at the discretion of the Treasurer of Ontario, pay into the Consolidated Revenue Fund any surplus money in the Fund that is not necessary for the current requirements of the Commission and section 7 of the *Financial Administration Act* applies thereto. R.S.O. 1980, c. 153, s. 12.

12 La Commission, à la discrétion du trésorier de l'Ontario, verse au Trésor toutes les sommes excédentaires qui se trouvent dans la Caisse et qui ne sont pas nécessaires à la Commission pour ses besoins courants. L'article 7 de la *Loi sur l'administration financière* s'applique dans ce cas. L.R.O. 1980, chap. 153, art. 12.

Excédent

Money

13.—(1) The money required for the purpose of defraying the operating expenses of the Commission shall be paid out of the money appropriated by the Legislature for that purpose.

13 (1) Les sommes nécessaires pour couvrir les frais de fonctionnement de la Commission sont prélevées sur les sommes affectées à cette fin par la Législature.

Sommes d'argent

Idem

(2) The money required for the purposes of this Act shall be paid out of the money appropriated therefor by the Legislature. R.S.O. 1980, c. 153, s. 13.

(2) Les sommes nécessaires aux fins de la présente loi sont prélevées sur les sommes affectées à cette fin par la Législature. L.R.O. 1980, chap. 153, art. 13.

Idem

Audit

14. The accounts and financial transactions of the Commission shall be audited annually by the Provincial Auditor, and a report of the audit shall be made to the Commission and to the Minister. R.S.O. 1980, c. 153, s. 14.

14 Les comptes et les opérations financières de la Commission sont vérifiés annuellement par le vérificateur provincial. Un rapport de la vérification est présenté à la Commission et au ministre. L.R.O. 1980, chap. 153, art. 14.

Vérification

Annual report

15.—(1) The Commission shall make an annual report of the affairs of the Commission to the Minister.

15 (1) La Commission présente au ministre un rapport annuel sur les affaires de la Commission.

Rapport annuel

Tabling

(2) The Minister shall submit the annual report to the Lieutenant Governor in Council and shall then lay the report before the Legislative Assembly if it is in session or, if not, at the next ensuing session. R.S.O. 1980, c. 153, s. 15.

(2) Le ministre présente le rapport annuel au lieutenant-gouverneur en conseil et le dépose ensuite devant l'Assemblée. Si celle-ci ne siège pas, il le dépose à la session suivante. L.R.O. 1980, chap. 153, art. 15.

Dépôt du rapport

Agreements
with Govern-
ment of
Canada

16. The Minister may, with the approval of the Lieutenant Governor in Council, enter into agreements with the Government of Canada to further the carrying out of the intent and purpose of this Act. R.S.O. 1980, c. 153, s. 16.

16 Le ministre peut, avec l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil, conclure des accords avec le gouvernement du Canada pour favoriser l'exécution de l'esprit et de l'objet de la présente loi. L.R.O. 1980, chap. 153, art. 16.

Accords avec
le gouverne-
ment du
Canada